

Salariés en lutte pour des revenus décents au Ghana

mercredi 30 octobre 2013, par [POVEY Drew](#) (Date de rédaction antérieure : 1er octobre 2013).

Une vingtaine de grèves dans le service public, au moins, ont porté sur la grille salariale pour le secteur public (SSPP). Introduite en 2010 pour réduire les disparités, ce qui a pu déboucher sur des augmentations de coûts salariaux (par exemple dans l'armée), elle a aussi provoqué plusieurs conflits significatifs. Mais ce n'est pas la seule raison de mouvements qui s'étendent désormais au secteur privé.

La masse salariale annuelle pourrait avoir doublé depuis 2010 pour atteindre plus de 8 milliards de cedi (GHC) en 2013.

Depuis la mise en place de cette politique, les grèves ont eu lieu au sujet des écarts salariaux, mais aussi à cause de l'augmentation des coûts de carburant et des défaillances des services publics du fait de la réduction des subventions gouvernementales. Les factures d'eau ont de nouveau augmenté de 52 %, et celles de l'électricité de presque 80 % depuis le 1^{er} octobre.

Les enseignants du primaire et du secondaire, par exemple, se sont plaints du gel de l'augmentation automatique des salaires qui devait avoir lieu au début de chaque année scolaire.

Les enseignants des syndicats du Gnat du Nagrat ont entamé une grève illimitée le 18 mars, mais elle a été annulée une semaine après les promesses du président de la République.

Début avril, ceux du syndicat de l'enseignement supérieur (Utag) ont entamé une grève illimitée en soutien de leur revendication pour le paiement immédiat de tous les arriérés.

Les chargés d'enseignement étaient furieux quand ils ont découverts que le gouvernement avait payé plus de 23 millions de dollars aux 230 anciens députés, alors qu'il déclarait ne pas pouvoir trouver 5 millions pour leurs arriérés. Les étudiants ont publiquement affiché leur solidarité avec les chargés d'enseignement à travers tout le pays.

Le conflit continue bien que les arriérés de primes aient été payés, mais pas les livres ni les indemnités de recherche. La grève menée par les membres de l'Utag a recommencé le 1^{er} août et la Fussag, le syndicat des cadres de l'université, s'y est jointe à partir du 19 août.

La sécurité nationale a pris la relève dans les négociations avec les dirigeants de l'Association des enseignants de l'université et un accord a été conclu le 5 septembre mais les chargés d'enseignement ont menacé de reprendre leur grève si leur indemnité n'était pas payée fin septembre. Cependant, les membres du syndicat des salariés de l'éducation (Tewu) ont été en grève le 9 septembre et ceux du Fussag continuent leur action. Les deux groupes ont fait grève pendant des semaines pour protester contre les disparités salariales. Les bibliothèques et autres facilités sur le campus des six universités publiques sont fermées.

Une grève en train de s'étendre au secteur privé

Le secteur de la santé a, lui aussi, connu plusieurs grèves. Le 7 avril le comité exécutif national du GMA, le syndicat de la santé, est entré dans la première phase du conflit en se retirant des services ambulatoires, pour n'assurer que les urgences et l'accueil des patients à l'hôpital, du 8 au 14 avril.

Le 22 avril, le syndicat a activé l'étape finale en n'assurant plus les services d'urgence, se contentant seulement de prodiguer les soins aux patients déjà admis jusqu'à leur sortie.

Cette action est motivée par le refus d'appliquer des augmentations salariales et par la réduction des pensions. Les médecins ont repris le travail après 15 jours de grève mais les pharmaciens, membres de la Ghospa restent en grève. Le GMA est en train de réfléchir à une nouvelle action pour l'annulation de l'action en justice conduite contre eux par la commission nationale du travail.

Plus d'une centaine de jeunes médecins sont en grève depuis trois jours à l'hôpital universitaire de Tamale dans le Nord du Ghana contre le non-paiement, depuis plus de 15 mois, de leur indemnité essence. Un groupe de travail comprenant des membres du management de l'hôpital et des chefs de service leur ont assuré que leurs allocations seront payées quand les fonds seront disponibles. Le porte-parole des jeunes médecins, D^r Wowele Bentil, a indiqué qu'ils cherchaient un accord à l'amiable avec la direction hospitalière.

Le 1^{er} octobre, les travailleurs de l'entreprise d'État, Bulk Oil Storage and Transportation Company (Bost), ont commencé une grève sur le tas pour dénoncer la dégradation des services. Le président du syndicat de Bost, Bernard Owusu, a déclaré : *« Nous pensons que le management ne nous aide nullement, et la direction ne nous dit rien. Au moment où je vous parle le dépôt de Bolga ne fonctionne plus depuis quatre ans, le dépôt de Savlegu est fermé, Buipe ne fonctionne qu'à 50 % et Kumasi ne produit plus rien. »* L'entreprise a seulement six dépôts.

La grève est en train aussi de s'étendre au secteur privé. Par exemple, les chauffeurs des bus Intercity STC, ont entamé une grève le mercredi 25 septembre, les lignes Takarodi et Koforidua ont été paralysées. Les salaires n'ont pas été augmentés depuis 10 ans. Après 30 ans le salaire mensuel brut est de 300 cedis GHC (environ 150 \$). On considère même qu'Intercity STC a disparu depuis le début de l'année.

Isaac Bampoe Addo, secrétaire exécutif du Syndicat des personnels de la fonction publique explique que le passage à la grille salariale du secteur public (SSPP), il y a deux ans, a eu un impact négatif, du coup le syndicat est en train de préparer une grève nationale.

Malgré des taux globalement élevés de croissance réelle par habitant au cours de la dernière décennie, les niveaux d'inégalité ont augmenté fortement au Ghana, comme dans d'autres pays. Les riches payent à leurs enfants des écoles privées et ils occupent la grande majorité des places à l'université. Quand leurs familles sont malades, ils peuvent se permettre de payer les traitements dans les hôpitaux privés ou même d'aller en Europe.

Comme le montre l'Afro-Barometer vivre dans la pauvreté au Ghana est sinistre, près d'un quart de la population a souffert de la faim cette année, 30 % n'a pas accès régulièrement à l'eau potable, plus d'un quart a souffert du manque de soins médicaux et plus de la moitié connaît des difficultés financières. Dans le même temps, le gouvernement affirme que le pays ne peut pas se permettre de payer des salaires décents aux travailleurs de l'éducation et de la santé. Les grèves efficaces tant dans le public que dans le privé montrent la voie pour réduire la pauvreté et forcer le gouvernement à payer plus.

Drew Povey

P.-S.

* Bulletin d'information du groupe de travail « Afriques en lutte » n°24- automne 2013.